

## INSTALLATION DU BUREAU POUR L'ANNÉE 2007

### Discours de Monsieur Jacques Risse

Président sortant<sup>1</sup>

Monsieur le Président,  
Monsieur le Secrétaire perpétuel,  
Mes chers consœurs et confrères,  
Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi d'abord de vous présenter en mon nom et en celui du bureau tous nos vœux pour l'année 2008.

Une année s'est écoulée depuis que j'ai prononcé mon discours d'entrée en fonction. Une année vite, très vite passée.

J'en garderai, soyez en assurés, un très bon, un excellent souvenir. Ces quelques mois m'ont permis de connaître notre Compagnie infiniment mieux que je ne la connaissais. J'y reviendrai dans quelques instants.

Ils m'ont aussi permis de discuter, d'échanger avec beaucoup d'entre vous dans des conditions que je qualifierais volontiers d'amicales et de très positives.

Au bureau tout entier, je dois dès à présent dire merci pour sa collaboration. Merci pour sa façon efficace et détendue de travailler. Merci enfin pour le dévouement de ses membres à notre Institution.

Au Secrétaire perpétuel, Guy Paillotin, je dois adresser un merci tout particulier. Nous nous sommes fort bien entendus. Nous avons toujours discuté très librement des problèmes qui se posaient et nous avons toujours trouvé des solutions satisfaisantes pour l'un comme pour l'autre et en phase avec les vœux de notre Académie.

---

<sup>1</sup> Président de l'Académie d'Agriculture, président de l'AVEC (Fédération européenne des industries de la volaille).

Malheureusement le Bureau a été, comme vous vous en souvenez, durement touché par le décès, que rien ne laissait prévoir, de son Trésorier perpétuel, Robert Stroppiana.

Bientôt, je l'espère, vous pourrez désigner son successeur.

Aux collaboratrices de l'Académie, je dois aussi dire un grand merci et toute ma reconnaissance. Je les remercie pour la qualité de leur travail, pour leur disponibilité et pour leur gentillesse.

Divers problèmes nous ont préoccupés tout au long de cette année finalement assez perturbée.

Perturbée d'abord par les élections présidentielles et législatives qui ont toujours une influence majeure sur les relations que nous entretenons avec les Pouvoirs publics, avec les cabinets ministériels notamment.

Perturbée ensuite par les grèves de novembre qui ont bouleversé nos programmes et nos calendriers. Les séances que nous devons tenir en commun avec d'autres Académies ont dû être reportées. J'en veux pour exemple celle que nous avons élaborée avec l'Académie de Médecine sur le lait : elle aura lieu le 2 avril prochain.

Cela ne nous a cependant pas empêché de commencer à réfléchir à un certain nombre de problèmes que s'étaient déjà posés nos prédécesseurs. Je remercie tout particulièrement M. Cauderon qui m'a fait parvenir un certain nombre de documents de travail utilisés il y a quelques années. Ils ont contribué à nourrir notre réflexion.

Les problèmes que nous avons abordés, ou mieux recensés, vous les connaissez.

Tout le monde sait que les finances de l'Académie ne sont pas exactement ce que nous aimerions qu'elles soient. Pour parler moderne, nous ne sommes pas des nantis. Cela nous préoccupe depuis un certain temps déjà. Notre Compagnie se doit impérativement d'améliorer sensiblement la situation. Nous avons constitué un groupe de travail qui s'est déjà réuni et qui continuera à le faire sur un rythme soutenu pour aboutir dans les meilleurs délais à des propositions concrètes. De premières solutions ont été évoquées. Certaines, si elles sont retenues, surprendront peut-être, elles pourront même sembler iconoclastes. Les membres du groupe ont choisi de s'exprimer librement, sans contraintes.

Nos actuels partenaires, nos éventuels mécènes, contributeurs ou donateurs ne nous accorderons leur confiance, et donc leur soutien, que si nous répondons à leur attente, que si nous nous montrons en particulier capables d'apporter à leurs questions des réponses valables dans un délai bref ou, à tout le moins, raisonnable.

Cela suppose, en avons-nous déduit, que soient remplies un certain nombre de conditions : travail par petits groupes à géométrie variable, présentation d'alternatives crédibles, abandon de la recherche du consensus à tout prix, capacité d'anticipation, aptitude à l'élaboration de synthèses, etc.

A côté du groupe de travail déjà cité, un autre groupe, chargé de porter un avis sur nos structures et nos façons d'être a commencé lui aussi à travailler. Il s'est déjà réuni en décembre et il continuera à le faire dans le futur.

Je dois dire, et notre nouveau président Georges Touzet et le Secrétaire perpétuel en sont d'accord, que nous avons décidé que le travail entrepris se poursuivrait dans la continuité, sans rupture. C'est, nous a-t-il semblé, la seule manière de mettre au point les solutions dont notre Académie a un pressant besoin.

Je suis prêt pour ma part, à contribuer à l'effort commun mais, il faut que ce soit clair, je n'ai pas le moins du monde l'intention de m'imposer. Cela doit se faire dans le consensus.

Continuons à parler avenir. Comment évoluera l'Agriculture dans les années qui viennent ? Comment évoluera notre Académie dans le même temps ? Je ne lis pas dans les boules de cristal, je ne lis pas mieux dans le marc de café. Mais, tout comme vous, je crois en les vertus de la réflexion tout en reconnaissant bien volontiers qu'elles ont leurs limites.

L'Agriculture, entend-on dire ça et là, c'est le passé. Elle ne représente plus qu'une part infime (3 à 4%) de la population active et du PIB.

J'avoue ne pas partager cette façon de voir et pour mille et une raisons!

La France s'est, pour une large part, construite sur son agriculture. Je reste persuadé qu'elle peut, qu'elle devra encore s'appuyer sur elle dans le futur. Xavier Beulin nous en dira sans doute quelques mots dans un instant.

Tous, bien entendu, nous nous demandons déjà si le « Grenelle de l'environnement » aura une influence sur cet avenir. Je pense qu'elle pourrait être décisive. Les six groupes de travail et les deux ateliers qui ont élaboré des rapports, proposé des objectifs et suggéré les moyens de les atteindre s'en sont tenus à des mesures d'ordre général.

Le Ministre de l'Écologie et du Développement durable, M. Jean-Louis Borloo, a demandé à l'Académie d'émettre un avis sur les différents textes. Dans le temps très court qui nous était imparti, trois jours, le Secrétaire perpétuel et moi-même avons élaboré une réponse qui ne pouvait qu'aborder un nombre restreint de sujets.

Mais dans les jours qui ont suivi cette réponse, je me suis inévitablement posé certaines questions. Permettez-moi de vous en livrer quelques unes.

La première me paraît très importante, je l'ai déjà abordée. La voici : Quelle influence le « Grenelle de l'environnement » aura-t-il, ou mieux pourrait-il avoir, sur le développement de notre agriculture ? De façon plus précise encore quelle influence aura-t-il ou pourrait-il avoir sur le destin de chacune de nos grandes productions. Nous serions, je crois, bienvenus de nous en préoccuper et d'émettre un ou plusieurs avis motivés accompagnés, cela va de soi, d'un avis de synthèse. Si nous voulons que nos textes soient lus et, pourquoi pas, utilisés, il faudrait que nous agissions rapidement.

Pour ma part, j'ai commencé à réfléchir à l'élevage français. Cela m'a bien entendu amené à jeter un œil sur l'évolution de nos principales productions au cours des dernières années.

Permettez-moi de vous citer quelques chiffres : Le cheptel bovin est globalement en baisse depuis 2001 (environ -7%), surtout d'ailleurs le cheptel laitier. Soulignons cependant que la production laitière n'a que faiblement baissé. Celle de viande a baissé un peu plus mais dans le même temps la consommation s'est accrue, elle est passée de 25,7 kg à 30 kg.

Concernant les ovins, la situation est médiocre, elle est médiocre depuis longtemps et ne s'améliore pas : nous importons plus de 50% de nos besoins.

De la production de porc, excédentaire, mais en légère diminution, il y a peu à dire. Notons cependant que la consommation qui atteignait 36,5 Kg/pers/an en 2001 est tombée en 2006, cinq ans plus tard donc, à 34,9 kg.

Quant à la production de volailles, elle a baissé de 15% en 5 ans (Poulet -18% ; dinde -29% ; canards +1%) Dans le même temps nos exportations se sont réduites de 32% et nos importations ont augmenté de 22%. Au total le bilan reste positif mais il s'est sensiblement dégradé. La consommation elle-même s'est affaïssée de 26 à 22,8 kg par personne et par an. En revanche, la production de foie gras est sur une pente ascendante : nous restons importateurs mais notre bilan financier import/export est à l'équilibre. Quant aux œufs, notre production a légèrement baissé mais la consommation reste stable.

Il faut avouer que ces quelques éléments, s'ils ne sont pas encore alarmants, n'ont cependant rien qui puisse justifier notre optimisme. Et il ne serait sans doute pas inutile que nous émettions un

avis à leur propos. Le « Grenelle de l'environnement » nous en offre l'opportunité, je dirai même qu'il nous en fait une quasi-obligation.

Autre point qui me tient à cœur et qui, si j'en crois ce qu'on m'a dit, préoccupe aussi beaucoup d'entre vous : le progrès scientifique et l'accueil qui lui est aujourd'hui réservé. Beaucoup de chercheurs ont le pénible sentiment d'être pris pour des apprentis sorciers, voire pour des irresponsables.

Rien ne sert de crier au scandale, rien ne sert de s'indigner. Mieux vaut examiner la situation de manière objective.

Ils ne sont pas rares ceux qui voient dans ce scepticisme ou cette hostilité à l'égard de la science, une faiblesse de nantis, de gens qui ont déjà largement profité de ses bienfaits. Peut-être ont-ils pour une part raison ! Ceci étant, le malaise ambiant trahit des inquiétudes souvent profondes que nous ne pouvons pas écarter d'un simple revers de main, des inquiétudes parfois entretenues, il est vrai, par de véritables professionnels de la chose qui en ont fait un fonds de commerce. Mais qu'importe la situation est celle-là !

Nous en avons déjà longuement parlé au cours de ces derniers mois. Mais ces inquiétudes ne sont pas nées d'hier. De grands chercheurs, d'illustres écrivains s'en sont fait eux-mêmes l'écho. Il y a un peu plus de 80 ans, Edouard Branly, l'un de nos savants les plus éminents, écrivait : *La science a réussi à augmenter dans une très large mesure, le bien-être de l'Humanité, elle est en même temps l'agent de destruction le plus puissant et le plus perfide.* Aldous Huxley ne disait pas autre chose dans « *Le meilleur des mondes* » : *La Science est un danger public. Elle est aussi dangereuse qu'elle a été bienfaisante.* Mais l'expérience est là aussi pour rappeler, comme l'a écrit Marcelin Berthelot, que *La Science est la bienfaitrice de l'Humanité.*

Quoiqu'il en soit, nous devons désormais tenir compte de l'acceptabilité sociale des nouvelles découvertes et de leurs mises en œuvre pratiques.

Peut-être l'application du principe de précaution est-elle susceptible d'apporter une réponse au moins partielle aux attentes de nos contemporains. Le principe de précaution apparaît d'ailleurs plus ou moins comme l'enfant légitime de ces inquiétudes. C'est sans doute ce qui explique que le précédent Président de la République ait voulu qu'il soit inscrit dans la Constitution. Une condition doit cependant être respectée pour que sa mise en pratique soit efficace ou, pour le dire plus crûment, serve à quelque chose et ne soit pas stérilisante voire nuisible : la distinction entre évaluation des risques et gestion des risques. Or, pour le moment on constate que ce n'est pas toujours le cas. Peut-être ne serait-il pas inutile de le rappeler ! Dans un opuscule publié en l'an 2000, et intitulé *La médecine saisie par le principe de précaution*, l'Académie de Médecine avait publié une série d'articles écrits en 1998 et en 2000, articles fort intéressants et qui vaudraient la peine d'être relus pour les conclusions pleines de prudence et parfois d'indignation auxquelles étaient parvenus les scripteurs.

Permettez-moi maintenant, avant de terminer cet exposé de dire quelques mots de l'INRA. L'INRA n'est certes pas à l'abri de toute critique. Ce serait d'ailleurs sidérant, j'oserais même dire consternant s'il l'était. L'INRA est un outil remarquable au service de la collectivité nationale. Il fait connaître ses opinions en toute indépendance, en toute impartialité. Et je souhaite qu'il continue à le faire ! Ses chercheurs travaillent efficacement et contribuent à ce progrès dont on peut dire et médire mais qui nous aide tout de même à mieux vivre. Je voudrais personnellement dire à tous les collaborateurs de l'INRA combien j'apprécie ce qu'ils font.

Enfin, c'est un message d'espoir que j'aimerais délivrer à notre Académie en conclusion de ce bref exposé. Les académiciens, de quelque origine qu'ils soient, ont, c'est vrai, une image vieillotte dans l'esprit public. On ne dit pas que ce sont de vieilles barbes mais on le pense si fort que cela s'entend très loin. Et ce n'est pas d'aujourd'hui ! Alexis Piron, un écrivain du XVIIIème siècle qui ne se consolait pas d'être resté à la porte de l'Académie Française, souhaitait avoir pour épitaphe :

*Ci-git Piron  
Qui ne fut rien, pas même académicien*

Cette image vieillotte, un tantinet négative, il tient beaucoup à nous de la faire évoluer. Nous en avons les capacités, il nous en manque peut-être le désir ou la volonté.

Nous pouvons être utiles, nous le devons. Je vous en prie, mes chers confrères, prenons notre destin et celui de notre Compagnie à bras-le-corps. Si je ne craignais pas de plagier une publicité que nous avons tous entendue mille fois, je vous dirais parce que nous le valons bien.

Pour terminer, j'aimerais une fois encore vous dire merci de m'avoir élu à la Présidence de notre Compagnie. Je ne sais pas si je m'en suis montré digne mais je puis vous dire que j'en ai été très fier.

A mon successeur, à mes successeurs, au Secrétaire perpétuel, aux membres du bureau, je souhaite la réussite qu'ils méritent.

Et à tous ceux qui, comme Pierre Zert, que l'on me pardonne de ne pas les citer tous mais vous les connaissez, nous consacrent beaucoup de leur temps, de leur savoir et nous font bénéficier de leur expérience, je dis aussi merci.

## INSTALLATION DU BUREAU POUR L'ANNÉE 2008

### Discours de Mr Georges Touzet

nouveau Président<sup>1</sup>

Monsieur le Secrétaire perpétuel,  
chers confrères et consœurs,

Vous m'avez fait un bien grand honneur en m'appelant à la présidence de notre Académie. Je m'efforcerai d'accomplir ma charge avec courage et avec humilité, je m'efforcerai surtout d'essayer de ne pas trop vous décevoir.

Mais cet honneur est redoutable pour plusieurs raisons.

D'abord il n'est pas facile de succéder à un Président de la dimension de Jacques Risse. Heureusement, je compte sur le dévouement, l'inlassable activité et le soutien de notre Secrétaire perpétuel Guy Paillotin.

Ensuite, nous nous trouvons dans une période de profonds changements.

C'est le réchauffement climatique avec ses conséquences sur les activités agricoles, sur l'environnement, sur la forêt,

Ce sont des modifications politiques : que seront la politique agricole de l'Europe, celle de la France ?

Ce sont des changements économiques et financiers, avec la hausse probable du prix des produits alimentaires, l'augmentation du nombre de consommateurs, le développement des cultures bioénergétiques.

Tous ces changements doivent nous faire réfléchir, éventuellement nous amener à faire des propositions, à prendre position. Et pour cela, nous devons penser au rôle de notre Compagnie, aujourd'hui et demain, à son utilité au service de nos concitoyens.

---

<sup>1</sup> Directeur général honoraire de l'Office national des forêts.

Or, notre Compagnie va bientôt célébrer son 250<sup>ème</sup> anniversaire, son histoire est riche, elle a été modifiée plusieurs fois, adaptée à des conditions de travail nouvelles, mais il n'est pas anormal de faire le point aujourd'hui, de nous demander à quoi nous servons à l'heure actuelle, et surtout comment nous pourrions être plus efficaces.

Et il est incontestable que l'Académie a perdu de son prestige, que son audience est affaiblie. A cela, deux raisons, l'une extrinsèque due à l'effacement de l'agriculture dans les préoccupations de l'opinion publique, l'autre intrinsèque due aux habitudes que nous avons prises.

Certes l'agriculture n'a plus le prestige qu'elle avait à la sortie de la période de restriction, de disette, durant la dernière Guerre mondiale. L'abondance des produits alimentaires, tout au moins dans notre pays semble normale. On a oublié les énormes progrès qualitatifs et quantitatifs de l'agronomie, et l'agriculture semble légèrement archaïque.

Mais nous sommes aussi un peu responsables de notre relatif effacement. Lorsque l'on nous interroge, lorsque nous nous saisissons d'une question à l'ordre du jour, nous mettons souvent plusieurs mois avant de donner une réponse, avant de prendre position. Et notre réponse est tellement consensuelle, malgré les divergences d'opinions normales dans une Compagnie comme la nôtre, qu'elle ne présente plus guère d'intérêt. Bref, nous répondons trop tard et notre réponse ne présente pas d'utilité pour le décideur.

Nous devons nous habituer à répondre vite, clairement et courageusement, même sur les sujets complexes, sur les sujets qui fâchent. Nous devons, si c'est nécessaire faire connaître plusieurs avis, divergents, mais rigoureusement étayés, nous devons donner non pas une solution unique, consensuelle, mais des solutions possibles avec leurs conséquences vraisemblables.

Pour cela, il nous faut avoir prévu les sujets qui seront plus ou moins rapidement à l'ordre du jour, sur lesquels il sera normal que notre Compagnie émette un avis, que cela lui soit ou non demandé. De même, nous devons adopter une procédure rapide pour répondre rapidement et clairement aux questions qui nous sont posées. C'est alors que nous pourrons communiquer. C'est nécessaire : « *erse est percipi* » a dit Berkeley ; faute « d'être perçue » notre Compagnie cesserait d'exister.

C'est un programme ambitieux qui suppose trois conditions :

- un dispositif de veille, une « veille technologique » comme on dit dans les grandes entreprises et les centres de recherches,
- des équipes assez réduites, qui rédigent les réponses et prises de position de l'Académie, de composition adaptée aux sujets évoqués,
- un programme cohérent de travaux : par exemple alimentation en quantité et en qualité, couverture de besoins en eau, bioénergie sont des sujets qui semblent devoir continuer à nous occuper.

Programme ambitieux mais dont les bases ont déjà été jetées l'an dernier avec la mise sur pied d'un groupe chargé de réfléchir à l'organisation et aux méthodes de travail de notre Compagnie, avec aussi un groupe étudiant les moyens financiers indispensables.

Il faut poursuivre et développer dans la continuité le travail entrepris. Mais la continuité suppose la durée, et le mandat présidentiel est court.

Le Secrétaire perpétuel assure certes la continuité mais il me semble utile que le président en exercice, aidé normalement du vice-président, ait aussi l'appui du président sortant, appelé à garder un certain nombre de dossiers.

Cependant rien ne serait possible sans l'accord, le travail et la présence de tous les membres de notre Académie.

## INTERVENTION DE XAVIER BEULIN

### PRÉSIDENT DE SOFIPROTÉOL

présenté par André Neveu<sup>1</sup>

Monsieur le Président,

L'Académie d'Agriculture de France a beaucoup de raisons de vous inviter à sa séance d'ouverture de l'année 2008. Vous êtes en effet, Président de la FOP et de SOFIPROTEOL, 1<sup>er</sup> Vice-président de la FNSEA où vous animez la Commission économique, Président du Comité directeur du Haut Conseil à la Coopération agricole, Président de la Chambre d'Agriculture du Loiret et Président du Conseil économique et social (CESR) de la Région Centre. Et j'en passe.

Mais au-delà de ces multiples responsabilités, c'est à l'apporteur d'idées et à l'organisateur que nous nous adressons aujourd'hui. Car depuis longtemps vous vous êtes efforcé de dépasser la seule activité de production agricole. Vous vous êtes notamment beaucoup impliqué dans l'aval de la filière des oléagineux, c'est-à-dire dans les huileries et plus récemment dans la production de diester. Vous militez également depuis longtemps pour un rapprochement entre le secteur des céréales et celui des oléagineux.

Vos différentes fonctions, votre manière de les assumer en privilégiant les actions concrètes, le contexte international nouveau dans lequel se situe l'agriculture aujourd'hui, vous conduisent aussi à préparer l'avenir, par exemple à réfléchir sur ce que devrait être une nouvelle politique agricole.

Pour sa part, l'Académie d'Agriculture a ouvert, ces derniers mois, plusieurs dossiers importants en lien avec les sujets d'actualité. Elle a ainsi travaillé sur l'utilisation de la biomasse, les conséquences d'une éventuelle augmentation du prix du pétrole jusqu'à 150 dollars le baril ou encore les lignes directrices de ce que pourrait être une réforme novatrice de la PAC. Auparavant, nous avons également étudié le problème des OGM ou le développement durable.

Tous ces thèmes vous sont familiers. C'est pourquoi nous sommes impatients de vous entendre sur un certain nombre de problèmes auxquels seront confrontés les agriculteurs dans les années qui viennent, par exemple :

- comment faire cohabiter des modes de production très différents dans une Europe élargie ?
- comment développer une production agricole diversifiée et compétitive face à des pays aux ressources énormes et aux conditions de production beaucoup plus favorables que les nôtres ?
- comment assurer une régulation minimum des prix alors que la volatilité des marchés s'accroît ?
- comment assurer un juste équilibre entre la production alimentaire et la production non alimentaire, c'est-à-dire sans perturber exagérément les prix ?

Voilà quelques questions que nous souhaitons que vous abordiez cet après-midi, certes pas pour nous donner des réponses définitives, mais au moins pour nous fournir vos propres analyses, nous aider à dégager des pistes pour l'avenir et peut-être proposer quelques mesures concrètes.

---

<sup>1</sup> Membre de l'Académie d'Agriculture de France, ancien adjoint au Directeur de l'Agriculture et des Collectivités locales de la Caisse nationale de crédit agricole.

## **Intervention de M. Xavier Beulin** **Premier Vice-président de la FNSEA<sup>1</sup>**

Monsieur le Président,  
Monsieur le Secrétaire perpétuel,

L'alimentation du monde va devenir de plus en plus problématique car en 2050 la terre comptera 9 milliards d'habitants dont 1,5 en Afrique et plus de 3 en Asie. Or déjà au cours des dernières années, la demande de céréales a dépassé l'offre 7 années sur 10. Par exemple, pour le riz, il manque chaque année 3 à 4 millions de tonnes pour satisfaire la demande ce qui entraîne une réduction de même niveau des stocks. Il y a évidemment des limites à une telle ponction et il faut ajouter qu'il est dangereux de fonctionner en permanence à flux tendus.

Certes, il existe encore dans quelques pays des réserves foncières de plusieurs dizaines de millions d'hectares, mais leur mise en valeur pose d'importants problèmes. L'eau risque aussi de manquer. Or l'Afrique a faim et l'Asie aspire à manger différemment. Il faudra bien aussi nourrir les habitants des villes dont la population augmente sans cesse.

On entre donc dans un monde de rareté dans lequel la matière première agricole va faire l'objet de beaucoup de convoitise. De ce fait, l'agriculture redevient un secteur stratégique. Dans ce contexte, la signature ou non d'un accord à l'OMC ne change pas grand-chose. En revanche, un accord sur l'agriculture n'est pas acceptable sans accord sur les autres secteurs. Ce serait un marché de dupes.

### **L'Europe agricole**

Dans une Europe qui compte maintenant 27 membres, les centres d'intérêt sont inévitablement diversifiés. Mais la philosophie agricole des instances communautaires relève de préoccupations de pays riches, vieillissants, se repliant sur eux-mêmes. Alors l'Union européenne peut-elle encore être l'inspiratrice d'un modèle agricole durable ?

A un moment où certains sont prêts à renoncer à faire jouer un véritable rôle à l'agriculture et alors que le budget agricole fait l'objet de nombreuses convoitises, il m'apparaît nécessaire de redonner un sens à la politique agricole commune. De ce point de vue, et un an avant les élections européennes, la présidence française peut donner une impulsion positive.

D'ailleurs depuis 40 ou 50 ans, c'est la France qui a inspiré la PAC. Il nous faut donc rebâtir un vrai projet européen.

---

<sup>1</sup> Synthèse faite par André Neveu.

## **Le projet européen doit satisfaire à plusieurs types d'enjeux**

Outre la production alimentaire qui comporte une gamme très variée, des produits de base aux AOC, l'agriculture peut fournir de la biomasse pour produire de l'énergie ou développer la chimie verte. Il faut donc investir dans ces débouchés nouveaux pour en capter le maximum de valeur.

En France même, l'activité agricole, son amont et son aval représentent 3,5 millions d'emplois (soit 14,5 à 15% des emplois totaux), mais aussi 200 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 65 milliards de valeur ajoutée. De plus, les exportations agricoles et agroalimentaires laissent un excédent de 8 à 9 milliards d'euros par an.

Mais il nous faut sortir du court terme pour investir dans le long terme. Il faut aussi partager notre réflexion avec des gens qui ne sont pas issus du monde agricole.

## **Les leviers sur lesquels agir**

Nous devons repenser certains mécanismes de la PAC. Or l'action de l'UE dans la gestion des marchés diminue sans cesse. Il en résulte une plus grande volatilité des cours et donc des à-coups pour les agriculteurs. Pour y remédier il faut mettre en place des systèmes d'assurance récolte voire d'assurance revenu. Ceux-ci impliquent un cofinancement public et privé et une coresponsabilité dans la gestion.

Il faut aussi sortir de la vision archaïque de la Commission à travers le deuxième pilier de la PAC. Car on doit faire confiance aux agriculteurs sur la protection de l'environnement en étant plus incitatif que contraignant. Par exemple l'agriculture de précision combine la performance économique et la performance environnementale.

Enfin, par les dotations pour aléas, la fiscalité reste un excellent outil de gestion des risques.

## **L'organisation des filières et des producteurs**

Sur les 10 000 PME de l'agroalimentaire en France, 6000 vont changer de main dans les 5 ans qui viennent. C'est un enjeu colossal car certaines vont disparaître ou seront durablement fragilisées. De plus de grands groupes convoitent les meilleures. Face à ces milliers d'entreprises de toutes tailles, 5 centrales d'achat se partagent le marché, à tout le moins 85% des achats des consommateurs. Il faut rétablir un rapport de force équitable vis-à-vis de la grande distribution.

## **Conclusion**

La France doit avoir une ligne de conduite claire et faire partager sa vision de l'avenir à ses partenaires européens. Elle doit donc s'efforcer de dégager des majorités qualifiées lors des négociations européennes. Pour cela, elle doit convaincre du bien-fondé de son projet. Il faut certes faire évoluer la politique agricole pour lui permettre de répondre aux nouveaux besoins des marchés. Cela implique de maintenir, au niveau européen, une politique agricole commune tant l'agriculture est un secteur stratégique. Nous devons donc définir une politique moderne qui soit au service effectif d'une agriculture prête à relever les immenses défis du XXI<sup>ème</sup> siècle.